Jeudi 25 mai 1978 – No 894

1,70 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Lisez chaque jour notre série en page 3, intitulée :

Contre le gouvernement Giscard-Barre.
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche.
Lutter dans l'unité.
S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste.

Aujourd'hui : qu'espérer d'une alliance PCF-PS ?

Page 7 : Peut-on réformer le PCF ?

Editorial

Soutien réel et soutien fictif au peuple argentin

La Coupe du monde de football qui va se dérouler en juin en Argentine a largement dépassé le cadre sportif et constitue un fait politique de première grandeur. Dans toutes les couches sociales, dans la plupart des partis politiques des prises de position ont eu lieu qui ont permis de vérifier la valeur et la sincérité de leurs déclarations sur la liberté et la démocratie dont tous se réclament.

La junte militaire qui fait régner sur l'Argentine une terreur barbare a, la première, revendiqué le caractère politique de cet événement. Elle est destinée à l'intérieur à essayer de faire l'union nationale en exacerbant les passions sportives chauvines. Ce rêve le restera car la misère et la terreur sont trop atroces en Argentine pour que le peuple soit sensible à un événement qui ne lui est profitable en rien. D'autant plus que l'organisation de la Coupe du monde a pour conséquence l'accroissement de la misère et de la répression fasciste. L'organisation de la Coupe coûte des milliards et qui les paiera sinon le peuple argentin. Voilà la réalité, voilà pourquoi le boycott s'impose pour tous ceux qui soutiennent le peuple argentin.

En organisant la Coupe du monde, la junte pensait redorer son blason sur le plan international. Mais cette opération, destinée à tromper l'opinion internationale s'est retournée contre la dictature militaire qui n'a jamais été autant isolée dans le monde qu'à la veille de la coupe. A l'initiative de scientifiques, de sportifs, un large mouvement international s'est développé pour refuser toute collaboration avec la junte, pour lui refuser tout appui. L'appel au boycott lancé par le COBA a rencontré beaucoup d'échos dans le peuple de notre pays. la décision de cancérologues de boycotter le Congrès de cancérologie de Buenos Aires a aussi touché de nombreux scientifiques.

Ainsi donc, le mot d'ordre de boycott de la Coupe du monde, destiné à isoler la junte sur le plan international est le seul mot d'ordre juste et son succès le vérifie davantage.

Parmi ceux qui ont combattu ce mot d'ordre, il y a d'abord le gouvernement français dont les liens avec la junte sont connus. 21 Français ont été enlevés par les tueurs de la junte ou sont en prison et sont soumis à la torture. Giscard n'a pas même levé le petit doigt pour eux. Il a laissé, sans la moindre réponse, les demandes d'interventions auprès de la junte pour obtenir leur libération. Poniatowski n'a-t-il pas déclaré au nom de Giscard que le gouvernement français était solidaire des militaires contre le terrorisme ? Mais faut-il s'étonner que le gouvernement agisse ainsi ? Certainement pas, c'est dans l'ordre des choses. Mais il y a plus surprenant !

Les dirigeants du PCF, comme ceux du Parti communiste argentin et tous les partis révisionnistes, soutiennent Videla. Pour Marchais, et compagnie, il est certes difficile devant le succès de la campagne du boycott d'afficher ouvertement leur soutien au chef de la junte. Aussi préfèrent-ils s'attaquer aux partisans du boycott. « L'Humanité » du 13 janvier écrivait : *« Les communistes français estiment que proposer le boycott du Mundial relève de l'irrespon-*

(suite page 8)

Face à l'offensive Giscard-Barre

LES TRAVAILLEURS VEULENT SE BATTRE

La manifestation des hospitaliers le 18 mai à Paris avait rassemblé 20 000 personnes.

Des dizaines d'usines occupées ou en grève, des luttes longues, pour des objectifs, des revendications précises : des hôpitaux à la RATP, des clavistes d'Aigles à la LMT, la volonté de s'opposer par la lutte, à l'offensive du gouvernement et du patronat contre les conditions de vie, de travail, d'emploi de tous les travailleurs, se manifeste largement aujourd'hui.

Les désillusions d'après les élections ont ceci de salutaires que, hors de l'impasse de la gauche, les travailleurs trouvent le chemin de la lutte : non pas des grèves ou journées d'action traditionnelles d'avant, mais des luttes pour gagner, pour obtenir satisfaction.

Les travailleurs veulent se battre, mais ils rencontrent des difficultés, en particulier l'arrogance du patronat et du gouvernement. Après le succès de Giscard Barre aux élections et depuis que les directions syndicales unanimes se sont engouffrées dans la voie de la politique « d'ouverture sociale ».

De plus, dans les luttes elles-mêms, les répercussions des orientations confédérales conduisent parfois les travailleurs à reprendre le travail contre leur gré (voir le cas Terrin page 8). Mais c'est aussi à travers ces difficultés que les travailleurs apprennent à s'unir, à combattre les obstacles à leur unité, à leur lutte.

Vers une force de sécurité inter-africaine

Les événements du Zaire sont une nouvelle phase dans l'offensive de la superpuissance soviétique en Afrique pour y instaurer sa domination. La prise de conscience des pays africains du danger que leur font courir les deux superpuissances et en particulier l'URSS s'est aussi accrue. Ainsi au cours de la conférence franco-africaine, le président de l'OUA, Omar Bongo, a déclaré : « *Ce sont les grandes puissances qui visent nos richesses et nous poussent les uns contre les autres* ». Le président de la Côte-d'Ivoire, Houphouet Boigny, a lui déclaré que les Africains « *doivent faire en sorte que leurs pays ne soient pas l'enjeu des deux superpuissances... nous devons nous entendre entre nous Africains...* ».

Dans cette voie, l'idée de la création d'une force de sécurité africaine a été décidée, du moins dans son principe. Une telle force de sécurité devrait permettre aux Africains de s'opposer par eux-mêmes à toute agression venue de l'une ou de l'autre des superpuissances. Même si la constitution d'une telle force rencontre de nombreuses difficultés, elle sera un pas de plus dans la réalisation du mot d'ordre juste , « *L'Afrique aux Africains* ».

Le chantage d'Israël

Dimanche, Israël annonçait qu'elle allait retirer ses troupes du Liban mais à quelles conditions ?

Une nouvelle fois, les sionistes essaient de transformer le rôle des Casques bleus au Sud-Liban, en voulant leur donner un rôle de gendarmes contre les Palestiniens. Dans le même temps, Israël poursuit sa politique d'implantation dans les territoires occupés.

RETRAIT DES TROUPES ISRAÉLIENNES LE 13 JUIN ?

Le communiqué publié dimanche, à l'issue du Conseil des ministres israéliens est affirmatif à ce sujet. Pourtant, cela reste une interrogation dans la mesure où Israël n'accepte de retirer ses troupes que sous certaines conditions, conditions qui ne peuvent et ne doivent être remplies.

En gros, et bien que le communiqué soit assez flou, le départ de ses troupes dépendrait d'arrangements adoptés par l'ONU, qui auraient pour conséquence le non-retour des Palestiniens au Sud-Liban et l'arrêt d'attaques de ces derniers contre Israël.

Autrement dit, ce qu'exige Israël c'est tout simplement par l'intermédiaire de l'ONU, de mettre fin à la lutte armée du peuple palestinien. Et pour que cette décision puisse se concrétiser, elle exige que ces combattants palestiniens ne soient plus au Sud-Liban. En fait, c'est un véritable chantage : on n'occupe plus le Liban mais ... vous devrez éliminer les Palestiniens.

Ainsi les sionistes, après avoir expulsé les Palestiniens de leur propre terre, voudraient en plus les éliminer des pays voisins. Bien sûr, tout cela est inadmissible, mais ce n'est pas nouveau.

Depuis l'intervention des Casque bleus au Liban, Israël a tenté de les détourner de leur rôle. La mission confiée par l'ONU à ces Casques bleus est, on ne peut plus claire : organiser et superviser le retrait israélien, un point c'est tout.

RÉPONSES AUX CONDITIONS ISRAÉLIENNES

Jusqu'à présent, il n'y a eu aucune réaction tant libanaise que palestinienne à ces déclarations du gouvernement israélien mais au cours de ces derniers jours, le Liban, la Syrie et la Résistance palestinienne ont redéfini leur politique qui va à l'encontre de ce que voudrait Israël.

L'organe central de l'OLP «Falastine Al Saoura» a dénoncé le fait que des forces de la FINUL ont fouillé des villages à la recherche de caches d'armes qui servent au peuple palestinien.

Le Comité central de l'OLP (organe intermédiaire entre l'exécutif et le Parlement de l'OLP) a réclamé *« l'aplanissement de tous les obstacles empêchant les forces palestiniennes d'opérer à partir de tous les fronts entourant la Palestine »*. Ce que veut l'OLP, c'est l'application stricte de la résolution 425 de l'ONU. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'OLP a rappelé que le rôle de la FINUL (Casques bleus) *« est d'assurer le retrait des troupes israéliennes au Sud-Liban »*. Dans ce cadre, l'OLP souligne une nouvelle fois qu'elle est prête à coopérer avec le force de l'ONU mais seulement à condition *« qu'il ne soit pas porté atteinte au droit de l'OLP à être présent dans cette région »*.

Les chars israéliens au Sud-Liban. Ils n'ont rien à y faire.

En effet, tout ne va pas tout seul. Les Casques bleus ne respectent pas toujours le cadre de leur mission, et notamment c'est le cas des contingents français.

Par ailleurs, lundi dernier, les ministres syrien et libanais des Affaires étrangères se sont rencontrés à Damas. Tout deux ont réaffirmé : *« la nécessité de renforcer encore plus la position de l'État libanais ainsi que la légalité dans le pays. »*.

Cette déclaration a été faite par le ministre syrien lors d'une conférence de presse à la suite des entretiens avec le ministre libanais. Pour conclure, il a déclaré que le problème essentiel est l'occupation israélienne qui se poursuit et *« la poursuite de l'action menée pour y mettre fin »*.

DIFFICULTÉS POUR ISRAEL

L'espoir des sionistes de mettre fin à la Résistance palestinienne comme préalable à leur départ semble bien compromis.

Problème donc pour arriver à ses fins au Sud-Liban, mais problèmes aussi à l'intérieur, en Israël même. En effet, des désaccords se font jour au sein de la clique au pouvoir sur la manière de mener cette politique d'implantation de peuplement dans les territoires occupés. Et surtout, le *« Mouvement pour la paix maintenant »* continue à faire entendre sa désapprobation de la politique expansionniste d'Israël. Nous reviendrons demain plus en détail sur ces faits.

• Pérou

Le pays paralysé par la grève générale

Vendred soir, l'état d'urgence était décrété par le gouvernement péruvien. Depuis dimanche matin, l'armée a pris position dans toutes les villes du pays : patrouilles incessantes dans les quartiers populaires de Lima, la capitale du pays et vérification d'identité.

La raison de cette décision était liée à la grève de 48 h appelée par les syndicats pour ce lundi et mardi. La semaine dernière déjà, d'importantes manifestations s'étaient produites dans tout le pays. Il y avait eu de nombreux blessés et plusieurs manifestants tués. Les travailleurs protestaient contre l'augmentation de 60 % des prix des denrées alimentaires et des transports.

Malgré le déploiement militaire et policier, la grève de lundi (la plus importante de ces cinquantes dernières années fut totale dans le pays, complétement paralysé. A Lima, des barricades ont été dressées dans les principales avenues de la périphérie de la ville, notamment dans les zones industrielles. La police a tiré des rafales de mitraillettes dans les collines situées aux alentours de Lima pour disperser les nombreux habitants des bidonvilles qui jetaient des pierres.

Par ailleurs, des heurts violents se sont produits ; de source officielle, on apprend que trois personnes ont été tuées et douze autres blessées.

Partout dans le pays, de semblables affrontements ont eu lieu.

Lundi soir, le couvre-feu était décrété à Lima et dans toute la région de la capitale.

Considérant que les revendications des grévistes dépassaient le cadre du travail, le gouvernement a déclaré illégale la grève générale et a donné l'ordre de reprendre « immédiatement » le travail.

• Brésil

40 000 ouvriers toujours en grève

Il y a dix jours, d'importantes grèves éclataient à Sao Paulo notamment dans les entreprises du secteur automobile. Malgré les menaces du gouvernement, dimanche, les travailleurs n'ont pas repris le travail. Plus de 40 000 travailleurs d'une quinzaine d'entreprises, en majorité des multinationales de l'industrie automobile mais aussi textile (comme l'usine française Rhodia) réclament une augmentation de 15 à 20 % environ.

Ford, Volkswagen, Chrysler, Pirelli, Otis (ascenseurs) entre autres ont été totalement paralysés lundi. Ford s'inquiète : il perd en moyenne 500 véhicules par jour.

Le gouvernement brésilien a de nouveau lancé un avertissement. Le porte-parole a déclaré : « *Il n'est plus possible de fabriquer des crises comme on le faisait au cours des années 40 ou 50. C'est une attitude démodée dans un pays uni et solide comme l'est le Brésil actuellement.* » Il a par ailleurs fait savoir qu'il ne supporterait plus cette situation. On sait ce que cela veut dire de la part d'un gouvernement fasciste comme celui de Geisel.

• Colombie

De nouvelles manifestations

Les étudiants ont protesté lundi dans trois villes colombiennes (Medellin, Santa Marta, Cali) pour protester contre la hausse récente des tarifs de transports et contre la politique répressive du gouvernement qui, la semaine dernière, a envoyé les flics et l'armée contre les importantes manifestations.

Lundi à Meddelin, plusieurs étudiants ont été blessés, dix ont été arrêtés. Dans les deux autres villes, des affrontements avec la police ont fait également de nombreux blessés.

Par ailleurs, deux étudiants de l'université pédagogique de Bogota, accusés de troubler l'ordre public, ont été condamnés lundi par un conseil de guerre à deux ans de prison ferme.

UNE BROCHURE A LIRE ET A RELIRE

Aux lendemains de la première agression social-impérialiste russe contre le Zaïre, en mai 1977, des communistes marxistes-léninistes zaïrois publiaient une brochure intitulée : *«Zaïre, poursuivre fermement la lutte contre le social-impérialisme russe et ses laquais »*.

Celle-ci reste importante aujourd'hui pour comprendre correctement les derniers éléments de la situation qui se développe au Shaba.

Au sommaire :

- *La situation internationale*
- *Le Zaïre :*
  - ** Une tradition de résistance*
  - ** Le social-impérialisme russe, ennemi le plus dangereux de notre peuple.*
  - ** Pour un parti marxiste-léniniste du Zaïre.*

Commandez-la aux Éditions APN, aux librairies « Les Herbes sauvages » (Paris) ou « La Force du livre » (Lyon). L'exemplaire : 3 F.

Le groupe des communistes marxistes-léninistes du Zaïre publie également un petit journal :

«L'AUBE ROUGE »

Deux numéros sont déjà parus.

Au sommaire du No 2 de février-mars 1978 :

- *La grève des enseignants au Zaïre*
- *Les intellectuels zaïrois doivent lier leur sort à celui des masses populaires et se mettre à leur service.*
- *Non au social-impérialisme et à ses agents.*
- *La théorie du président Mao sur la division en trois mondes : importante contribution au marxisme-léninisme.*

En vente dans les mêmes librairies. L'exemplaire 1 F.

Elu président du Mouvement des radicaux de gauche, Crépeaux reste contesté

Vents contraires chez les radicaux de gauche

On se souvient du (dernier) petit coup de théâtre de Robert Fabre, alors encore président des radicaux de gauche : il déclare au soir du 19 mars se sentir délié de ses engagements envers l'Union de la gauche, puis il démissionne de la présidence du MRG. C'est Michel Crépeau qui devait lui succéder. Mais il continue de souffler des vents contraires au sein des radicaux de gauche.

La question au centre des débats est de savoir si les radicaux de gauche vont rester ou non à gauche.

LA LIGNE CREPEAU CONTESTÉE

Pour Crépeau, le nouveau président au visage austère, cela ne fait pas de doute : il parle d' « *ancrage à gauche* ». Il précise même : « *Je me sens plus proche de Michel Rocard que de Jacques Maroselli.* »

Ce Maroselli est son adversaire malheureux à la tête du mouvement. C'était le candidat de Robert Fabre. Maroselli vient d'envoyer une lettre à tous les militants pour leur annoncer la constitution d'un « *groupe de vigilance* » face aux agissements du président Crépeau.

Vigilance par rapport à quoi ? A la tendance qu'à Crépeau de mettre les radicaux de gauche à la remorque du Parti socialiste dit la lettre. Maroselli serait tenté, lui, de ramener à droite les radicaux de gauche.

LES LOCAUX CONFISQUÉS

Q'un « groupe de vigilance » contre les agissements de son leader se crée dans un mouvement politique n'est pas signe de bonne santé, c'est le moins qu'on puisse dire.

Mais il y a mieux dans le genre : Diaz, lui aussi, attiré par le radicalisme de droite, vient de confisquer les locaux du MRG dont il détenait le bail. La nouvelle direction des radicaux de gauche se trouve ainsi expulsée des locaux du mouvement.

Les locaux en question deviennent le centre d'un « club de réflexion » dirigé lui aussi contre Crépeau, le président nouvellement élu.

« Groupe de vigilance » ici et « club de réflexion » là, le MRG est moribond. C'est bien l'expression politique des contradictions et des hésitations qui traversent les petits patrons et les petits notables dont le radicalisme représente les intérêts.

Quand la gauche montait (dans les sondages et les élections) vers le pouvoir, une partie des radicaux plaçait ses billes dans le sac du PCF et du PS. Aujourd'hui que la gauche a perdu les élections, ils recommencent (en partie tout au moins) à regarder vers la droite, d'où ils viennent (le Parti radical de Servan-Schreiber).

Crépeau, président du MRG : « Je me sens plus proche de Michel Rocard que de Jacques Maroselli ».

Demande de contact

Contre le gouvernement Giscard-Barre,
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche
Lutter dans l'unité,
S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste.

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
Profession .....

Pour toute correspondance, téléphonez au numéro suivant :

205 51 10

La cession spéciale sur le désarmement à l'ONU

Une initiative des pays non-alignés

Mardi s'est ouverte à l'ONU une session spéciale sur le désarmement qui va durer plus d'un mois, jusqu'au 28 juin.

Pourquoi, diront certains, une conférence de plus alors qu'il y a déjà les SALT (américano-soviétiques), les négociations de Vienne et de Genève.

Eh bien, voilà des années que les superpuissances URSS et USA président ces négociations dans lesquelles elles imposent leur diktat.

Or, tout en négociant et en faisant croire qu'elles portent la plus grande attention à la question du désarmement, elles continuent de se surarmer. C'est pourquoi, les pays non-alignés ont voulu porter cette question devant la tribune de l'ONU où les superpuissances n'ont plus l'hégémonie.

Cette initiative rencontre l'adhésion des pays du tiers monde qui trouvent scandaleuse l'escalade d'armement grâce à laquelle les superpuissances font peser un risque de guerre considérable sur le monde. Elle jouit de l'appui des pays qui ont adhéré en 1968 au traité de non-prolifération des armes nucléaires, mais qui s'inquiètent que l'URSS et les USA n'aient fait depuis que renforcer leur arsenal.

Le gouvernement français qui a refusé de participer jusqu'à présent aux négociations placées sous l'égide des superpuissances, accepte de prendre part à cette négociation spéciale de l'ONU. En conclusion, les superpuissances risquent fort de se trouver isolées et sujettes à de multiples accusations.

L'URSS a déjà fait publier la semaine dernière dans « la Pravda » un article qui prend la défense de la conférence de Genève, ce qui montre son inquiétude.

Contre le gouvernement Giscard-Barre
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche
Lutter dans l'unité,
S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste

QU'ESPERER D'UNE ALLIANCE PCF-PS ?

Fallait-il que le PCF accepte les conditions posées par le PS pour la réactualisation du Programme commun ? Fallait-il qu'il signe « à tout prix » quitte à revoir les points de divergences une fois au pouvoir?

Fallait-il au contraire refuser de signer la réactualisation, comme ce fut le cas ? Fallait-il se lancer dans la campagne de dénonciation du PS comme le fit le Comité central du PCF ?

Ces questions restent posées pour bien des militants du PCF. Le moins que l'on puisse dire en effet, c'est que la solution choisie par la direction de ce Parti n'est pas satisfaisante : l'accord bâclé du 13 mars, la poignée de main au lendemain du premier tour, après des mois de polémique, a fait bondir plus d'un militant.

Si un accord, le Programme commun, a été possible en 1972, c'est bien qu'entre le PCF et le PS, il existe les bases permettant cette entente : un certain nombre de réformes apportées au capitalisme, la gestion de l'État capitaliste ainsi « démocratisé » sont une base commune qui permit l'accord à un moment donné.

Pour l'instant, le Programme commun est mort. Parce qu'au delà de la communauté de projet, il existait des divergences de fond.

Dirigé par des technocrates, qui gèrent déjà des secteurs du capitalisme (comme Sarre aux PTT), conduit par des hommes comme Rocard ou Chevènement, le PS entend mettre ses hommes modernistes et d'avenir au service d'une politique « jeune et dynamique », dans le style « jeune cadre ».

Au sein du PS aussi, une série de vieux notables de province, dont Defferre est un peu le prototype. Le pouvoir qu'ils exercent ici ou là (pour Defferre à Marseille) est très semblable à celui qu'exerce n'importe quel notable de droite.

Pour le PCF, les choses sont sensiblement différentes. Dirigé par d'anciens militants ouvriers, aujourd'hui embourgeoisés, le PCF entend imposer un type d'État capitaliste particulier. Tout un réseau de cadres syndicaux ou politiques gèrent déjà des cantines ou des coopératives ou participent à la gestion des usines.

Le type de société que préconise le PCF est proche de celui de l'URSS : les nationalisations concentrent, aux mains de l'État, d'importantes concentrations bancaires et industrielles. L'État n'est pas un État socialiste. Le gouvernement de gauche reposerait alors sur tout le réseau de cadres politiques et syndicaux qui sont présents dans les usines et géreraient les entreprises nationalisées. Ce serait un capitalisme bureaucratique d'État.

On se souvient que c'est sur ce dernier point que les négociations pour la réactualisation du Programmme commun ont surtout achoppé : le nombre de nationalisations. Ce qui était derrière ce débat, c'est bien deux conceptions différentes du capitalisme.

Même si le Programme avait été signé en septembre 1977, les divergences auraient resurgi. Cela aurait-il été un mal pour les travailleurs ? Pas plus que ça ne l'est aujourd'hui : aucun de ces deux programmes ne sort du cadre du capitalisme exploiteur. Aucun, en conséquence, ne peut donner un gouvernement au service des travailleurs.

Philippe LECLERC

(Demain : Union du peuple de France, Programme commun et stratégie de la gauche).

• Chausson-Reims

«Le stalag 46»

Le « Stalag 46 », c'est ainsi qu'on nomme à Chausson le nouveau batiment de l'entretien « R 46 ».

Ce batiment qui a coûté des centaines de millions à la direction sera remboursé par les travailleurs sur leur participation aux bénéfices.

Il a été conçu comme un batiment disciplinaire, avec bureaux-miradors, pullulement de chefs.

Comme dans tous les établissements de la société, la répression a déjà commencé au Stalag 46 : deux avertissements, une journée de mise à pied, brimades, réflexions et insultes.

Le sieur Dupuis (homonyme du fameux sergent de semaine) dont les compétences et l'autoritarisme sont bien connues des travailleurs de l'entretien, a été mis en place dans ce stalag par la direction, dans le seul but disciplinaire.

La réaction ne s'est pas fait attendre : mardi 16 mai 1978, les travailleurs ont ont débrayé à 100 % et sont allés manifester leur mécontentement dans le bureau du personnel.

Les travailleurs de l'entretien lutteront jusqu'à entière satisfaction de leurs justes revendications ; ils demandent la levée des sanctions.

Ce n'est qu'un début, le combat continue !

Un marxiste-léniniste de Chausson.

• Thomson-CSF (Malakoff)

La grève des câbleuses et câbleurs

Depuis le mois de janvier, les travailleurs et travailleuses de deux ateliers de câblage sont en grève perlée pour la suppression du travail au rendement et des augmentations de salaire.

Il y a 80 % de femmes dans la lutte. Elles subissent de lourdes pertes sur leur salaire (qui est de 2 400 F net), reçoivent des lettres recommandées pour « baisse de production », mais tiennent bon.

NON AU RENDEMENT

Que veulent cette quarantaine d'ouvrières et ouvriers ? La suppression du rendement avec une indemnisation égale pour tous et des temps pour faire le travail qui soient purement indicatifs.

Face à cela, la direction de la Thomson-Malakoff propose un projet visant à indemniser les travailleurs qui feraient du « boni », c'est-à-dire leur travail plus vite que le temps alloué. Cela ne toucherait que dix-neuf travailleurs sur quarante-six.

En ce qui concerne les revendications salariales, la direction ne veut pas en entendre parler.

De plus, elle ne veut pas lever les sanctions (lettres recommandées)

Aussi, réunis en assemblée générale, les travailleurs du câblage et de la micro-électronique ont décidé de poursuivre leurs actions.

C'est la première fois que le câblage se met ainsi en colère. Pris en sandwich entre deux rangées de bureaux de chef, sous-chef, et divers agents de maitrise, la devise était jusqu'à présent *« travaille et tais-toi »*. La surveillance permanente la division savamment entretenue par la maitrise, dans certains cas, des pratiques paternalistes, empêchaient tout mouvement.

La grève a permis à tous ces travailleurs de briser leur isolement, de parler entre eux...

Dans une première période, les formes de lutte ont été très radicales puis, petit à petit, sous la pression plus ou moins ouverte des directions syndicales, s'appuyant sur une baisse du rapport de force, on en est revenu à des actions plus « raisonnables ».

NON AUX DIVISIONS DE TOUT BORD

Les militants du Parti communiste marxiste-léniniste de France ont soutenu les formes de lutte les plus efficaces, la pratique des assemblées générales souveraines, de la rédaction collective des tracts...

Ils se sont battus contre certaines manœuvres de dirigeants mais leur tâche n'a pas été facilitée par les agissements de certains militants qui se disent « révolutionnaires ».

Ceux-ci se servent des réactions justifiées des travailleurs face à telle ou telle manœuvre de dirigeants syndicaux pour faire de la propagande contre le syndicat tout entier, semant ainsi la confusion parmi les travailleurs.

Mais ils ne prennent pas vraiment pour cible nos ennemis de classe, la bourgeoisie, le patronat.

C'est contre ces exploiteurs-là que se battent les câbleurs et contre tous ceux qui bradent leut lutte.

Pour populariser la lutte, une réunion a eu lieu à l'INSEE de Malakoff où des travailleurs de la Thomson ont expliqué leur lutte : une collecte de solidarité a été effectuée.

Des grévistes sont allés s'exprimer à une radio libre « Radio-Sud » où il y avait des militants de la RATP et du COBA.

Sur «Radio-Sud»

Radio sud, connaissez-vous ? Nous ne le connaissions pas jusqu'à vendredi soir. Nous avons été contactés par les gens qui font cette radio et qui nous ont proposé de nous faire passer sur les ondes (« *101 Mhz* » modulation de fréquence). Ce sont des jeunes qui refusent de s'abaisser aux radios de la bourgeoisie Ils veulent faire la radio, la vraie, où vous pouvez vous exprimer sans être censuré. C'est comme cela que nous avons pu diffuser et nous espérons faire connaître notre grève.

Notre lutte continue, car la direction avec son projet qu'elle propose essaie de berner les grévistes, qui ne sont pas dupes : ils ont refusé en bloc jeudi dernier de prendre ce projet tel quel. Ils ont dit qu'ils ne céderaient pas si ce projet n'était pas amélioré et surtout (sur cela les grévistes sont tous catégoriques) si toutes les lettres recommandées ne sont pas retirées à tout le monde. En effet, la direction refuse de retirer les lettres recommandées pour baisse de production. Nous espérons que le câblage et la micro vaincront, qu'ils lutteront jusqu'à l'aboutissement de leurs revendications, bien que les dirigeants des deux syndicats essaient de bâcler les négociations. Nous, militants du PCMLF, soutenons ces grévistes, jusqu'à ce qu'aboutissent leurs efforts.

• Cité de transit Logirep-Chelles

Déjà 14 mois de grève des loyers

A la cité Logirep aux Coudreaux, les résidents, principalement des familles de travailleurs immigrés sont en grève des loyers depuis 14 mois.

Nous avons déjà relaté les différentes et nombreuses tentatives de la Logirep pour briser la grève : intimidations individuelles, menaces de saisie, d'expulsion. Actuellement, la Logirep se fait reverser l'allocation-logement par la Caisse d'Allocations familiales. Depuis le début de la grève, en mars 1977, la Logirep a reculé sur de nombreuses revendications. Les résidents ont obtenu :

– Le ravalement des bâtiments.
– Des travaux intérieurs.
– Un terrain de foot et des jeux pour les enfants.
– L'annulation des mesures de saisie et d'expulsion.

Depuis le mois de janvier, les résidents ont décidé de verser leur loyer principal sur un compte bloqué. La majorité des familles a choisi ce mode d'action.

Cette initiative montre, de façon concrète à la population, à la CAF et à la Logirep que les résidents sont prêts à payer un loyer, mais un loyer décent ! (La Logirep demande entre 652 F et 787 F pour un F3)

La seule chose que la Logirep propose pour le moment est la reprise du paiement des loyers avec le paiement échelonné de l'arriéré sur un an !!...

Les revendications des résidents sont :

– Baisse sensible du loyer.
– La reprise des travaux (les plâtres et la peinture refaits récemment s'écaillent déjà !)
– Un téléphone public (la nuit tombante surtout, il ne faut pas avoir besoin d'un médecin : si vous frappez chez le gardien qui possède un téléphone il vous accueillera avec un fusil !...)
– Du personnel pour l'entretien des communs.

Afin de populariser leur lutte, les résidents participeront aux côtés des grévistes des foyers Sonacotra, à la « *rencontre Français-immigrés* » qui aura lieu les 10 et 11 juin à Chelles.

Fête des foyers Sonacotra de Chelles, Noisiel, Torcy en septembre 1977. Les résidents de la cité de transit Logirep y avaient apporté leur soutien.

DEUX DIRECTEURS SEQUESTRÉS A ISSE, LOIRE-ATLANTIQUE : Les ouvriers de l'usine Atlas d'Isse (Loire-Atlantique) ont séquestré le PDG et le directeur de l'entreprise mardi à 19 h. Le PDG était venu mardi à l'usine pour présider le comité d'entreprise auquel il voulait demander d'entériner le licenciement de 211 des 419 salariés. Le comité d'entreprise ayant refusé les licenciements, les ouvriers ont ensuite contraint les deux directeurs à manifester avec eux dans les rues d'Isse. Au retour de la manifestation, ils ont enfermé les directeurs et refusé plus tard leur libération demandée par les délégués syndicaux. Les ouvriers avaient décidé que les directeurs iraient manifester mercredi avec eux à Chateaubriant.

AIGLES : LES CLAVISTES POURSUIVENT LA GREVE : Alors que les directions syndicales CGT-CFDT avaient entamé des négociations avec la direction et, avec elle avaient décidé une reprise du travail mardi matin à 10 h 30. Le principe de la négociation ayant été obtenu en assemblée générale, les grévistes ont refusé la reprise du travail et décidé la poursuite de la lutte à une écrasante majorité. Devant cette décision, la direction maintient le principe des négociations à condition que le travail reprenne. C'est précisément ce que viennent de rejeter les grévistes.

CEUX DU CRÉDIT AGRICOLE AUSSI : Les employés de la Caisse régionale du Crédit agricole mutuel de Libourne sont en grève depuis le 14 mai. Leurs revendications portent sur les conditions de travail. Ils protestent également contre l'autoritarisme du directeur qui enfreint en outre, dans différents domaines, la législation sociale.

Selon le pacte national pour l'emploi

«Aux travailleurs de payer !»

Devant « *l'immense succès* » du pacte national pour l'emploi, le professeur Barre et son ministre du Travail et de la Participation ont décidé un nouveau train de mesures pour les jeunes. Il n'y a pas là une soudaine générosité mais un plan d'ensemble qui vise à éviter une montée trop brusque du chômage et à donner aux patrons une main dœuvre fraiche, taillable et corvéable à merci.

La semaine dernière, des millions de personnes ont pu apprendre que l'augmentation de l'essence c'était pour « *l'emploi* » des jeunes, comme il y a tant d'années, la vignette c'était pour les vieux ou les autoroutes.

UN BREF BILAN DU PREMIER PACTE NATIONAL POUR L'EMPLOI

A en croire les statistiques officielles dont on nous abreuve tant, 550 000 jeunes auraient bénéficié de l'opération « *jeunes-emploi* ». Mais y a-t-il eu embauche réelle des jeunes par les patrons ? Il semblerait que 338 220 jeunes aient été embauchés réellement, soit 61,2 % du chiffre global. Le reste, 214 331, a été embauché pour des stages pratiques de 6-8 mois payés par l'ANPE dans des proportions allant de 410 F à 90 % du SMIC, ce qui correspond en fait à 214 331 chômeurs puisque c'est l'ANPF qui les paie. Cela fait 38,8 %. Les embauches réelles correspondent à moins des 2/3 des cas mais les 214 331 stagiaires ont été comptés comme effectifs salariés par le ministre du Travail, ce qui est une manière comme une autre de truquer les chiffres. « *Liaisons sociales* » dans son numéro 7 772 du 17 mai 1978 (Doc. 41 78) est surpris de la réussite de ces stages. Il n'y a pas de quoi être surpris quand on sait que le patron n'a pas de salaire à payer et que les jeunes ne sont pas comptés dans ses effectifs, donc sont décomptés pour les impôts.

Parmi les quelques 338 220 exonérations de charges sociales accordées (embauches réelles), il y a eu 71,8 % de jeunes hommes et 28,2 % de jeunes femmes. Il est à remarquer que même avec des exonérations relatives à des contrats d'apprentissage, le nombre d'apprentis embauchés n'est que légèrement plus élevé que les autres années. Les jeunes femmes sont donc les victimes de cette politique. Elles restent sur le carreau à moins qu'elles ne soient embauchées comme demi-solde.

Le nouveau pacte

Du pareil au même

Le nouveau pacte 78/79 est divisé en quatre parties.

1) Une exonération partielle des cotisations sociales pour les PME.

2) Les stages pratiques en entreprise, réservés aux emplois « manuels ».

3) Les stages de formation professionnelle.

4) Les contrats emploi-formation.

EXONÉRATION PARTIELLE DES COTISATIONS SOCIALES POUR LES PME

L'an dernier, l'exonération des cotisations sociales étaient de 100 %, elle est ramenée à 50 %. Cette exonération porte sur les jeunes de 18 à 26 ans, embauchés en plus de l'effectif. Elle part du 1 juillet 1978 et se termine le 31 décembre 1979.

150 000 jeunes seraient concernés. Les PME embauchant des apprentis bénéficieront d'exonérations de même nature et pour une même durée. 120 000 jeunes seraient concernés.

STAGES PRATIQUES EN ENTREPRISES

De six à huit mois, la durée des stages pratiques passe à quatre mois. Ces stages doivent débuter entre le 1er septembre 1978 et le 31 décembre 1978. Ils sont réservés aux jeunes de 18 à 25 ans ainsi qu'aux femmes veuves, divorcées et mères-célibataires de plus de 25 ans. Ils concernent des emplois dits manuels : bâtiment , extraction, manutention, etc). Théoriquement, il devrait y avoir 120 heures de formation théorique (sur la durée du stage). Le patron devrait consacrer 1 500 F à cette formation technique. Les stagiaires toucheraient 90 % du SMIC. L'entreprise sera indemnisée pour 70 % par l'État en deux fois. 50 000 personnes seraient concernées.

STAGES DE FORMATION PROFESSIONNELLE

Il s'agit de la reconduction de la politique du premier pacte à ce niveau avec quelques modifications. Les stages sont ramenés à six mois et étendus aux femmes, veuves, divorcées ou mères-célibataires de plus de 25 ans.

Les stagiaires gagneront de 25 % du SMIC (soit 450 F au lieu de 410 F l'an dernier) pour les moins de 18 ans, à 75 % du SMIC, contre 90 % l'an dernier, pour ceux de plus de 18 ans. 60 000 personnes seraient concernées.

CONTRAT EMPLOI-FORMATION

Il s'agit d'un contrat qui prévoit une formation théorique garantie aux jeunes (à la charge de l'entreprise), allant de 120 à 1 200 heures selon la durée du contrat (six mois à un an). Il y aura un forfait de l'aide gouvernementale qui sera de 3,5 fois le montant du minimum garanti, soit 23 F par heure de formation. 50 000 personnes seraient concernées.

LE COUT FINANCIER

Le coût de l'opération s'élève à 4 560 millions de francs, soit 456 milliards de centimes.

Cela se décompose ainsi : 2 740 millions pour le coût supplémentaire, 765 millions pour le pacte national aménagé pour 1978 et 920 millions pour des ajustements divers.

La source sera d'une part l'augmentation du prix du carburant, le versement de l'excédent enregistré par le Loto en 1977 et une « réorientation » sans augmentation de la part des entreprises, en matière de formation et de logement, c'est-à-dire que, même en payant 50 % des charges sociales, les patrons ne paieront pas davantage ; c'est la classe ouvrière qui paiera avec les impôts indirects, les gains au jeu du gouvernement, les impôts directs.

De plus, sur 700 000 jeunes arrivés en 1977 sur le marché du travail, 150 000 sont restés sur le carreau. 600 000 autres arriveront en septembre et au bas mot 170 000 vont rejoindre les chômeurs, tout de suite.

L'opération cache-misère du chômage est mal partie.

Souscrivez et faites souscrire

Nous demandons aux lecteurs, groupes de lecteurs et aux organisations de base des communistes marxistes-léninistes de France de mentionner à l'intérieur de l'enveloppe dans laquelle ils nous envoient des souscriptions la ville et le département où ils se trouvent. Cela facilitera le travail de l'administration. Ne manquez pas non plus de nous adresser de courts récits expliquant par exemple, comment vous vous y êtes pris pour réussir une souscription de masse ou par quels moyens vous comptez réaliser votre plan de souscription. Mettons l'émulation entre différentes villes et campagnes de France au service de la bataille financière et politique, dans le cadre bien entendu des possibilités inégales et différentes et en essayant de développer la souscription de masse.

Envoyez-nous sans hésiter vos suggestions et remarques.

Le no 31 de l'Humanité Rouge bimensuel est paru

ABONNEMENT

QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

BIMENSUEL

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.
Nom : . . . . . Prenom : . . . . . .
Rue : . . . . . Commune : . . . . . .
Code Postal : . . . . . .
Adressez-vous à l'« Humanité rouge »
BP 61 75861 Paris Cedex 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D La Source

Rassemblons nos forces pour le socialisme

FETE POPULAIRE

organisée par
Le Quotidien du Peuple
et
L'Humanité rouge

DIMANCHE 11 JUIN, DE 10 H A 22 H
Parc de Loisirs de Valabre (Route Luynes-Gardanne)
Bouches-du-Rhône

Pour tout contact, ou demande de participation, téléphoner la journée au 16 91 90 97 07

LA CHINE EN MARCHE

Des documents à lire :

Depuis la tenue de la Ve Assemblée populaire nationale, fin février, différentes conférences nationales se sont tenues en Chine. « Pékin-information » en a publié les documents essentiels.

– Conférence nationale sur les sciences : le rapport de Houa Kouo-feng est parue dans le No 13, d'autres documents dans le No 14.

– Conférence nationale sur l'enseignement : le rapport de Teng Siao-ping est paru dans le No 18.

A lire également :

– Combiner encouragement moral et encouragement matériel : No 16.

– Redresser le jugement erroné porté sur les lettres et les arts : No 17.

– Aprés l'augmentation des salaires : No 18.

« Pékin-information, hebdomadaire - Le numéro : 1 F

L'abonnement d'un an : 30 F
S'adresser à E-100, 24, rue Philippe de Girard
75010 – Paris.

A LIRE

Documents de la Ve Assemblée populaire
de la République populaire de Chine

260 pages, 12 pages d'illustration hors texte
L'exemplaire : 5 F

Ce volume contient, entre autres, le rapport présenté par Houa Kouo-feng et le texte intégral de la nouvelle Constitution chinoise : deux documents dans lesquels sont expliqués et fixés les objectifs de la Chine pour la période actuelle : poursuivre la révolution et faire de la Chine un puissant État socialiste doté d'une économie moderne.

Un ouvrage indispensable à la compréhension des transformations de la Chine actuelle.

Demandez-le à votre libraire habituel, ou par correspondance à :
E-100 24, rue Philippe de Girard 75010 Paris
(Ajouter 5 F au prix indiqué pour participation aux frais de port)

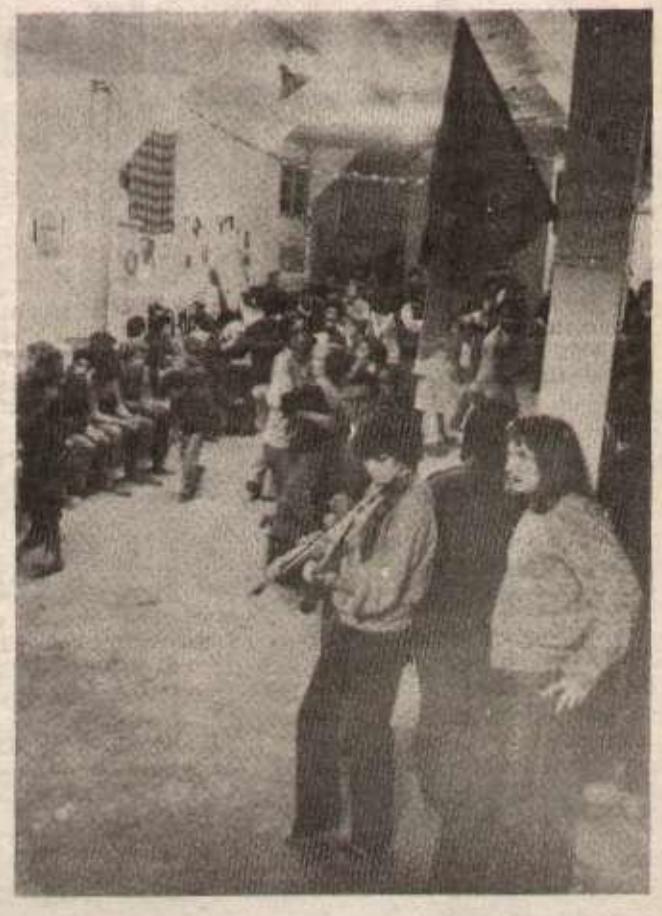
Communiqué des Editions de Centenaire

Une exposition-vente de
LIVRES CHINOIS
a lieu actuellement à la Librairie Brunet
21, rue Gambetta – Arras

Fête populaire de l'Humanité Rouge à Agen

Un style nouveau

Le 14 mai s'est tenue à Agen, dans le Lot-et-Garonne, une fête populaire de l'Humanité rouge. Près de trois cents travailleurs de tous âges, Français et immigrés, y ont participé dans l'enthousiasme.



Il faut dire que le travail de préparation avait été intense : interventions sur les marchés en français et en arabe, voiture-sono dans les cités au son de la musique d'Urria avaient annoncé la fête.

ILS ARRIVENT

A 12 h 15, le groupe Urria arrive et commence à s'installer, suivi de la délégation du Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France. Vers 14 h 30, les gens commencent à arriver et un bus vient même de Bordeaux. On remarque des familles immigrées, de vieux travailleurs français, un ancien responsable de la jeunesse du PCF, etc.

LA FETE

La fête débute avec le film « Voyage en capitale », qui raconte la vie des travailleurs arabes, nombreux à lui faire un accueil chaleureux. A 17 h 45, alors que du monde continue à arriver, un camarade de l'Humanité rouge intervient et salue d'entrée la délégation du Comité des patriotes du Kampuchea qui est très applaudie. Un représentant de la section de Bordeaux du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (PCR ml) vient ensuite lire un message à la tribune, rappelant le travail commun au sein de l'UOP et parlant, sous les applaudissements de la perspective d'un parti marxiste-léniniste unique.

Des messages de soutien de l'AGEG (Gabon), de l'ASEC (Comores), de l'AGEM (Martinique), etc. sont lus à la tribune, témoignage de l'unité profonde des combattants anti-impérialistes que nous sommes tous. Puis à la tribune, une fillette de six ans remet des cadeaux (sérigraphies) à Maribel Ocana, candidate UOP, qui rappelle comment elle a été licenciée par son patron et remercie tous ceux – et ils sont nombreux – qui lui ont apporté leur soutien. Une intervention centrale retrace ensuite la situation actuelle et les propositions des marxistes-léninistes.

DISTRACTIONS INSTRUCTIVES

Durant la pause qui suit, on discute en mangeant un sandwich et en buvant un coup. Parmi les propos échangés, on attrape au vol : *« C'est intéressant ce que vous dites »*, *« Vous n'êtes pas sectaires »*, *c'est bien* » et un militant du PCF : *« Ça fait réfléchir »*.

La salle est archicomble pour écouter Urria. C'est d'abord Benat qui chante seul un air du pays Souletin d'une voix tantôt puissante, tantôt douce et mélodieuse ; puis, tout le groupe chante la souffrance mais aussi l'espoir, la joie, la lutte des gens du peuple.

Le film sur le Kampuchea *« Peuple héroïque »* est projeté et suscite beaucoup de discussions. Enfin, un bal se poursuit tard dans la nuit au son du bambou et du tam-tam d'un orchestre martiniquais. Le groupe Urria prendra ensuite le relais.

Cette fête a permis par son style, alliant politique et distraction, d'intéresser beaucoup de gens. Nous avons pris de nombreux contacts et touché des dizaines de militants du PCF avec qui nous avons pu discuter, expliquer nos positions. C'est encourageant et nous pensons continuer dans cette voie.... On recommencera.

Correspondant Agen

COBA

Après l'interdiction de la manifestation du 23

A la veille du départ de l'Équipe de France en Argentine, le COBA (Collectif pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la coupe du monde de football), avait appelé le 23 mai à une manifestation de solidarité avec le peuple argentin.

Le COBA avait invité toutes les organisations syndicales et politiques d'accord au non, avec le boycott du Mundial, à participer à cette initiative.

Le préfet de police vient d'interdire à deux reprises cette manifestation qui se voulait massive, pacifique, déterminée à affirmer une large solidarité avec le peuple argentin.

La coordination nationale des 150 COBA réunie à Paris le 21 mai 1978, proteste contre cette scandaleuse interdiction. Elle demande à toutes les organisations syndicales et politiques, à tous les travailleurs et démocrates d'intervenir pour faire respecter le droit de manifestation et en particulier les prochaines manifestations publiques contre la junte argentine.

Ont déjà répondu à cet appel : la Ligue des droits de l'homme, l'ICA, le MAN, le PSU, la LCR, l'OCT, les CCA, l'OCE, le PCR, le PCMLF, la JCMLF, LOR et JCR, etc.

Il a abattu un jeune d'une balle dans le dos

15 mois de prison avec sursis

Un nuit de décembre 1973, le sous-brigadier Barre avait à la demande d'un patron de bar pris en chasse deux jeunes gens qui d'ailleurs n'avaient rien à voir avec l'affaire. En les poursuivant, il avait froidement ajusté l'un d'eux et l'avait grièvement blessé d'une balle dans le dos. Le jeune Marc Henry a été sauvé mais au prix de graves séquelles qu'il gardera toute sa vie. C'est à Viroflay, dans la banlieue de Paris que s'est passée cette course-poursuite, mettant aux prises un policier armé à un jeune de seize ans qui n'avait rien d'autre à se reprocher que sa jeunesse qui, naturellement, l'a désigné comme suspect. *« Jamais je n'ai visé les deux garçons »* jurait le policier devant le tribunal correctionnel de Versailles où il était poursuivi pour coups et blessures volontaires plus de cinq ans aprés. Il faut ajouter qu'aprés avoir déchargé son arme il avait eu le sang-froid de la recharger pour prétendre qu'il n'avait jamais tiré et il avait fallu qu'on lui présente les douilles pour qu'il avoue. Eh bien, ce policier n'a été condamné qu'à cinq mois de prison avec sursis et trois mille francs d'amende. N'est-ce pas une véritable incitation à avoir la gâchette facile quand on sait combien de tels faits sont devenus fréquents.

39e congrès de l'Union des HLM

A l'ombre de la réforme du logement

Mardi a débuté à Strasbourg le 39e congrès de l'Union nationale des organismes ULM, y participaient les responsables de 1 200 offices publics, de sociétés anonymes, de sociétés de crédits immobiliers qui tirent leurs profits de la gestion des logements sociaux. Les congressistes ont entendu un rapport présenté par Robert Lion, délégué général de l'Union des HLM. Celui-ci s'inquiète de la réforme du logement entreprise sous l'égide du gouvernement et qui veut *« appliquer à tout ce qui fut l'habitat social en France, la loi du marché »*. C'est bien vrai que cette réforme démagogique va renchérir les loyers tout en promettant aux locataires de combler la différence par une *« aide personnalisée au logement »*. Celle-ci va perdre en fait au fur et à mesure de son pouvoir d'achat, n'étant pas indexés sur les prix. C'est donc bien les locataires qui en feront les frais. Et si l'Union des HLM verse sur leur sort des larmes de crocodile, c'est tout simplement qu'elle va devoir partager ses profits avec les grandes banques d'affaires auxquelles le marché du logement *« social »* va s'ouvrir.

Les intellectuels du PCF interpellent leur comité central

(Texte écrit et signé par 311 intellectuels contestataires, membres du PCF)

« Les communistes soussignés ne sauraient taire leur étonnement devant un certain nombre de formules et d'affirmations contenues dans le rapport de Georges Marchais.

» Nous procéderons comme tous les autres communistes à une analyse approfondie de l'ensemble de ce texte mais, dans l'immédiat, un certain nombre de faits graves appellent ces remarques.

» Sous couvert d'une référence aux thèses du XXIIe Congrès qui apparaît comme bien formelle, un certain nombre de formulations sommaires, voire insultantes, caricaturent les positions d'intellectuels communistes qui, dans la dernière période, en raison des refus de notre presse ou par un choix lié à notre conception du pluralisme, se sont exprimés dans d'autres journaux que les organes du PC.

» Nos points de vue sont certes divers par rapport à ces contributions, mais là justement est la richesse de notre parti. Traiter de « dérapage de la pensée » toute analyse n'émanant pas de la direction du Parti, parler à ce propos de volonté de « liquidation du Parti », de « renoncement à être communiste » et de « retour à la dictature du prolétariat » comme panacée, représente des simplifications outrancières.

» Que des camarades, des cellules locales ou d'entreprises, des sections, voire des comités fédéraux demandent une tribune de discussion en une période exceptionnelle, qu'ils veuillent débattre également des perfectionnements – urgents – à apporter au centralisme démocratique est assimilé à une « tentative de démanteler le Parti au nom d'un vague anarchisme petit-bourgeois ».

» Qu'ils se permettent de critiquer le rôle des permanents, ce qui ne met pas en cause leur nécessité – le danger de coupure de ces permanents de la production, de la vie, des masses – est ramené à une attaque antiouvrière de la part d'intellectuels bien (?) payés. Cette réaction ouvriériste témoigne d'un grand mépris pour la classe ouvrière, elle est aussi dérisoire qu'odieuse. D'autant plus que bon nombre de travailleurs partagent ces préoccupations.

» Ces affirmations témoignent, par-delà les références qui apparaissent dès lors comme rituelles à l'alliance capitale des intellectuels et de la classe ouvrière, d'une véritable régression par rapport aux acquis de notre parti en ce domaine, sous l'impulsion de Maurice Thorez dans les années 1930, puis au Comité central d'Argenteuil il y a douze ans – d'abord quant au rôle, à l'action des intellectuels communistes et, du coup, à leur place même dans le parti, et au-delà, quant à l'alliance classe ouvrière-intellectuels. Comment ne pas souligner la contradiction entre un tel langage et la politique d'alliance que nous préconisons ?

» Il ne s'agit nullement – contrairement à une vision caricaturale et manichéenne – de remettre en cause les acquis du XXIIe congrès, ni de sous-estimer la responsabilité politique du Parti socialiste dans l'échec de mars 1978, mais d'examiner sans complaisance pourquoi le courant révolutionnaire n'a pu maintenir cette union sur des objectifs transformateurs, n'a pu susciter un courant populaire puissant. Le refus schématique et brutal d'un tel examen témoigne d'une attitude défensive, d'une absence de confiance vis-à-vis des masses et des membres du parti qu'on persiste à ne pas traiter en adultes.

» Nous continuons à penser et nous continuerons à le dire que seul un tel courage politique – ne se refusant à examiner aucune question – est susceptible de réanimer la vie politique, de créer les conditions de la créativité politique de notre parti ou de permettre à terme, par un travail patient et fraternel à la base, le renouveau de l'Union de la gauche.

» Face à la bourgeoisie appliquant sans retenue un « libéralisme » qui va peser durement sur les conditions de salaire et de travail des travailleurs manuels et intellectuels, les luttes nécessaires ont besoin d'un parti communiste puissant parce qu'ouvert largement sur les besoins et les aspirations des travailleurs, capable d'être à leur écoute, capable d'être également à l'écoute de ses adhérents enfin traités en adultes, qu'ils soient ouvriers ou intellectuels. Ce n'est pas rendre service à notre cause que de tenter de dresser les uns contre les autres.

» Le retard de notre parti à se mettre à jour – justement signalé par Georges Marchais à plusieurs reprises – ne saurait sans grave dommage pour l'avenir de notre peuple s'accroître. Il est très urgent que le XXIIIe congrès comble définitivement dans tous les domaines ces retards ; la façon dont il sera effectivement préparé sera de ce point de vue un test décisif ».

Un texte qui rencontre un intérêt grandissant dans les rangs du PCF. Déjà auparavant le débat allait bon train.

Peut-on réformer le PCF ?

Le texte que nous publions ci-dessous a été écrit et signé par 311 intellectuels contestataires, membres du PCF. On y trouve plusieurs signatures connues : Althusser, Ellenstein, Frémontier, Vargas, pour ne citer que ceux dont nous avons parlé dans notre quotidien. On y trouve aussi des noms de membres de commissions de travail du PCF et d'élus locaux. Ce texte continue de susciter un intérêt grandissant dans les rangs du PCF. Le nombre des signataires a quasiment doublé depuis sa parution.

Ce document a tout d'abord le mérite de vouloir poser la vraie question et de ne pas accepter les fuites en avant du Comité central et plus concrétement du rapport de Marchais.

Il est bien vrai de dire que la question qui se pose aujourd'hui au PCF c'est de savoir pourquoi il n'a su ni maintenir son alliance avec le PS au sein de l'Union de la gauche, ni réunir un nombre suffisant d'électeurs au sein de l'Union du peuple de France.

Comme nous avons eu souvent l'occasion de le dire, ce qui est de fait remis en cause par ce double échec c'est toute sa ligne politique, tout le XXIIe congrès.

Or le document, s'il ne donne pas encore de réponse à la question qu'il pose, ouvre cependant un embryon de réponse. Il se situe délibérément dans la ligne du XXIIe congrès et se propose de contribuer à un *« renouveau de l'Union de la gauche »*. Ce qu'il demande, ce n'est pas que l'on se penche sur la ligne pour la remettre fondamentalement en cause, mais pour la réformer, la *« mettre à jour »*, pour cela, les signataires demandent un vrai débat, notamment pour préparer le XXIIIe congrès.

La question qui est donc posée est de savoir si l'on peut réformer le PCF ? Nous pouvons répondre « non » à cette question, tant sur la base de la pratique que sur la base de la théorie.

Sur la base de la pratique, tout d'abord. Les intellectuels contestataires le sentent bien, depuis le temps qu'ils posent la question du débat au sein du PCF : même si la direction leur fait un jour quelques concessions, elle ne changera pas. Chambaz a été semble-t-il chargé par le Comité central de voir ce que la direction du PCF devait récupérer dans les critiques et les propositions faites par les contestataires. Dans « l'Humanité » il a par exemple parlé de laisser plus de démocratie au sein du parti révisionniste.

Il semble évident que la tactique actuelle de la direction n'est plus d'exclure, comme elle l'a fait jusqu'en 1970, mais de récupérer les mécontents. Mais à aucun moment, elle ne montre la volonté d'analyser vraiment le problème posé par l'échec du 19 mars et encore moins d'y remédier.

Sur le plan théorique ensuite. Depuis Lénine, les communistes savent que la bourgeoisie peut corrompre un certain nombre de dirigeants ou de militants ouvriers qui deviennent des bourgeois. Ce processus a fait peu à peu du PCF, jadis parti ouvrier révolutionnaire, un parti bourgeois. Le rêve de la direction de ce parti n'est rien d'autre que la gestion de l'État bourgeois, avec quelques réformes. Le mot avoué du Programme commun c'est bien ce capitalisme dit démocratique que vante le XXIIe congrès. Et non pas la destruction de l'État capitaliste.

C'est ce fait là qu'il faut aujourd'hui remettre en cause. Mais remettre ce fait en cause c'est remettre en cause tout ce qui fait l'existence même du PCF. Ce n'est pas embellir cette ligne, la réformer.

Voilà pourquoi, même si nous soutenons les intellectuels contestataires dans leurs critiques à la direction car ils posent souvent les vraies questions, nous nous devons de dire que la seule issue pour eux, s'ils veulent aller jusqu'au bout de leur cheminement, c'est de rompre avec le PCF, avec sa stratégie, sa ligne. C'est ce qu'ont fait, voici plus de dix ans, les militants ouvriers, paysans et intellectuels qui ont fondé le Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Des journalistes racontent...

Un mois de reportage en Chine

Pendant un mois, des journalistes de l' « Humanité rouge » ont parcouru la Chine, à l'invitation du « Quotidien du peuple », organe du Comité central du Parti communiste chinois.

A partir de notre édition du lundi 29 et chaque jour jusqu'en juillet, nous consacrerons une page de notre journal aux articles, interviews et reportages qu'ils ont ramenés de Chine.

Cette série s'adresse aux nombreux travailleurs, ouvriers, petits paysans, intellectuels, militants de base du PCF, syndicalistes, etc. qui voudraient mieux connaître la réalité du socialisme en Chine.

Bien entendu, il n'est pas question de prendre la Chine comme modèle. D'une part, chaque peuple suit sa propre voie pour édifier le socialisme, et la Chine est par ailleurs un pays du tiers monde bien différent par sa base économique, du pays industrialisé qu'est la France capitaliste. Mais connaître la Chine, c'est trouver la réponse à la question : est-il possible qu'un pays édifie le socialisme sans refaire à nouveau l'expérience négative de l'URSS ?

La Chine donne l'exemple d'un pays socialiste qui a trouvé moyen de continuer la révolution et de s'opposer avec succès à la restauration du capitalisme en ayant recours, au besoin comme durant ces onze dernières années, à la Grande révolution culturelle prolétarienne déclenchée par Mao Tsétoung en personne.

Nos journalistes expliqueront, récits, interviews, reportages à l'appui comment, après le succès de cette dernière, s'est ouvert une nouvelle phase pour la révolution et l'édification socialiste en Chine. Outre les visites dans des usines, des communes populaires, etc. nous publierons un certain nombre de documents inédits telle l'interview d'un ex-partisan de la « bande des Quatre », à l'usine de locomotives de Tsinan, d'un bonze dans la province du Setchouan, le récit d'un voyage dans la province du Sinkiang où nous avons été les premiers journalistes à nous rendre depuis longtemps.

Cette série sur la Chine constitue l'occasion de donner un essor vigoureux à la campagne d'abonnements en cours. Les lecteurs qui s'abonneront pour au moins six mois, recevront ainsi gratuitement, selon leur choix, le livre « *Dix syndicalistes en Chine* » ou « *Le printemps révolutionnaire de Mai 68* » de Jacques Jurquet.

Nous publierons, pour faire connaître largement cette initiative dans notre édition du vendredi 26, une double page centrale-affichette qui pourra être collée notamment aux abords des kiosques qui diffusent notre journal. Elle sera également disponible en tiré à part et vous pouvez dès maintenant passer vos commandes.

Jean NESTOR

Suite de l'éditorial de la page 1

sabilité ou de la manœuvre ». Le dernier journal de la jeunesse du PCF « Avant-garde », écrit avec un cynisme qui ne nous étonne plus : « *... Certains ont tenté d'isoler le peuple argentin » (il s'agit des partisans du boycott). « Les partisans du boycott, n'ont pas pu ne pas rejoindre le camp de ceux qui veulent vraiment « oublier » l'Argentine ».*

La presse du PCF parle bien du viol des libertés mais jamais la junte militaire n'est attaquée, ni le gouvernement argentin. Par contre, ce n'est pas le cas pour le COBA et pour ceux qui veulent le boycott comme on le voit.

Quant au PS, il était favorable au boycott tant que l'Équipe de France de football n'était pas qualifiée. Après qu'elle l'ait été, il rejetait le boycott.

Nous devons demander des comptes à ces dirigeants. Le boycott de la Coupe doit se transformer en nouvelles actions pour isoler la junte.

L'agression contre Hidalgo n'a rien à voir avec le COBA

Mardi, l'entraineur de l'Équipe de France de football, Michel Hidalgo, a été victime d'une agression. Alors qu'en voiture, il se rendait avec sa femme à Bordeaux, d'où il devait prendre le train pour gagner Paris, une voiture l'arrêtait.

Deux ou trois hommes en sortaient et l'un d'eux menaçant l'entraineur d'un pistolet. Hidalgo réussissait à neutraliser son agresseur et à mettre en fuite les autres.

Une telle agression ne sert en rien la cause du peuple argentin, bien qu'elle soit revendiquée par des personnes disant agir dans ce sens.

A la suite de cette action, le COBA a publié un communiqué où il indique qu'elle est entièrement étrangère à la campagne de boycott qu'il mène. Nous publions de larges extraits de ce communiqué : Le COBA « *tient à réaffirmer que ce type d'action est absolument étranger à la large campagne qu'il mène depuis cinq mois.*

» *Toutes les violences qui se développent autour du Mundial, précise le communiqué, sont le fait soit de ceux qui cherchent à faire taire les artisans de la dénonciation; (...) soit de ceux qui, en réponse aux blocages auxquels a à faire face la campagne du COBA (Interdiction de manifester, silence des medias), se situent en marge des actions que nous préconisons.*

» *En tout état de cause, le COBA rappelle que c'est au gouvernement français, et non à Michel Hidalgo ou à la Fédération française de football, que revient la décision de ne pas envoyer l'Équipe de France en Argentine, comme le stipule expressement la loi Mazeaud* ».

• Terrin-Marseille

Une reprise arrachée aux travailleurs

Que s'est-il donc passé entre vendredi, où les travailleurs avaient décidé la continuation de la grève et lundi où ils ont voté la reprise ?

Rien ! Rien n'a changé dans les positions de la direction avec laquelle les syndicats n'ont d'ailleurs pas négocié. Pas de propositions nouvelles. Alors ?

Lundi matin, les responsables syndicaux ont purement et simplement appelé à la reprise, trouvant dans le protocole d'accord de la direction beaucoup de points positifs et estimant aussi dangereux pour l'outil de travail de continuer la grève (cela ferait fuir les capitaux et les armateurs). Ils ont même dit que la continuation de la grève pourrait compromettre les négociations avec le patronat de la réparation navale, prévues mardi ; les patrons auraient pu tirer argument de la grève à Terrin pour ne pas venir !

Bien sûr, ils ont proposé d'autres formes de lutte aux travailleurs : deux heures de débrayage ce mercredi dans le cadre d'une « journée nationale ». Quant au vote, vendredi, il avait été du type main levée (d'un côté ceux favorables à la continuation, de l'autre, ceux favorables à la reprise). Il fut lundi, bien différent : les ouvriers sont passés un par un et devaient choisir devant un bureau où siégeaient quelques responsables entre les bulletins (d'ailleurs imprimés) proposés à leur choix. Vote secret donc pour les travailleurs, mais seulement pour eux, et où les responsables syndicaux ne se gênèrent pas pour encourager les hésitants à voter dans le bon sens !

C'est la surprise et l'écœurement qui dominaient lundi après ce coup bas qui a suscité la révolte d'un nombre non-négligeable de travailleurs se sentant trahis. Ainsi dirigés, les travailleurs ne pouvaient guère faire autre chose que voter la reprise.

On comprend l'opinion du syndic de Terrin, exprimée dans « le Provençal » de mardi, et estimant qu'il avait heureusement à faire à un syndicat responsable !

Il s'agit maintenant de transformer écœurement et révolte en meilleure conscience des conditions de la lutte, en lutte nouvelle sur de plus solides bases.

UN JOURNALISTE DU « MONDE » ARRETE UNE JOURNÉE EN ARGENTINE : Un journaliste du journal « Le Monde », Jean-Pierre Clerc, a été arrêté lundi à 18 h par la police argentine au moment où il allait repartir pour Paris. Le journaliste avait séjourné une dizaine de jours en Argentine pour y faire une enquête à la veille de la Coupe du monde. Après son arrestation, la police a fouillé ses bagages. Les policiers lui ont fait signer une déclaration dans laquelle il reconnaissait avoir été en possession de *« documents subversifs et d'autres documents nuisibles au pays »*. Jean-Pierre Clerc a refusé d'indiquer aux policiers s'il avait pu avoir ces documents au cours de son séjour en Argentine. Il a été libéré mardi et a quitté Buenos-Aires pour Rio-de-Janeiro.

JEUDI : GREVE DES FACTEURS PARISIENS : Pour la seconde fois en moins d'un mois, les facteurs de Paris seront en grève jeudi 25 pour obtenir la semaine de 35 h en 5 jours, le samedi libre et l'augmentation des effectifs.

... ET DES CHEMINOTS DE LA BANLIEUE SUD-OUEST : Les cheminots des lignes d'Étampes et de Dourdan seront en grève jeudi à 20 h jusqu'au samedi 25 mai à 6 h. Les conducteurs demandent une amélioration du déroulement de leur carrière (accession à l'échelle T5) et l'amélioration des conditions de travail. 96 % des conducteurs se sont prononcés pour cette grève.

LES LOYERS DE HLM VONT AUGMENTER DE 6 % AU 1ER JUILLET : Le plan Barre limitait jusqu'à présent la hausse des loyers HLM pour le premier semestre 1978 à 3 %. Ce dispositif de limitation de la hausse sera levé le premier juillet. A cette date, les loyers augmenteront de 6 %.

DES APPELÉS MIS AU SECRET A BRIVE : Lundi, les Unions locales CGT-CFDT de Brive, en Corrèze, dans un communiqué, révélaient qu'un certain nombre d'appelés étaient au secret depuis plusieurs jours. Ces mesures répressives feraient suite à la publication dans le journal du comité de soldat du 126e régiment d'infanterie d'un certain nombre de revendications telles que la gratuité des transports, l'augmentation de la solde, etc.

PROCES DE RADIO 93 : Le principal inculpé de ce procès, Jean Ducarroir, animateur de radio 93, avait été pris avec d'autres animateurs en flagrant délit d'émission le 29 avril dernier. Au cours du procès, ne cherchant pas à nier les faits, il a au contraire déclaré : « *Qu'on ne peut pas ignorer le phénomène qui va se développer et qui est un besoin social* ». Les accusés étaient poursuivis pour « *transmission de signaux d'un point à un autre sans autorisation* ». Le jugement sera prononcé le 30 mai.

Cette poursuite de Radio 93 n'est pas un hasard. Ses animateurs avaient mis souvent leurs antennes au service des luttes de la région.

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP IMP La Nouvelle Dépôt légal : 2e trimestre 1978